



La Turquie : instrument de politisation, objet de politisation

Turkey: politicization instrument and object

Claire Visier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/3709>

DOI : 10.4000/ejts.3709

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Claire Visier, « La Turquie : instrument de politisation, objet de politisation », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 9 | 2009, mis en ligne le 24 mars 2015, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/3709> ; DOI : 10.4000/ejts.3709

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

La Turquie : instrument de politisation, objet de politisation

Turkey: politicization instrument and object

Claire Visier

- 1 La candidature de la Turquie à l'Union européenne a suscité une importante controverse dans certains pays européens, et en particulier en France. Cette controverse est intéressante à étudier d'autant que de nombreuses études montrent la difficile politisation des questions traitées au niveau européen. La politisation malaisée est souvent expliquée par le décalage qui existe entre l'espace politique communautaire¹ et les espaces publics nationaux. Le premier serait marqué par l'existence de réseaux transnationaux, spécialisés, coupés des espaces nationaux, fondés sur une communication technocratique/technique et revendiquée comme apolitique tandis que les seconds sont
 - « dominés par un langage politique accessible fondé sur des répertoires traditionnels, voire nationaux, de communication » (Kauppi 2007 : 138).
- 2 La relation avec la Turquie figure sur l'agenda européen depuis plus de quarante ans. Les liens se sont considérablement renforcés avec la mise en œuvre de l'Union douanière en 1995, l'acceptation de la candidature en 1999 et l'ouverture des négociations en 2005. Pour autant, jusque récemment, la relation de la Turquie à l'Union européenne n'était pas l'enjeu de débats publics. Elle n'était pas constituée en « problème public » par l'action volontariste de divers opérateurs (presse, mouvements sociaux, partis, lobbies, intellectuels) visant à construire la relation comme problématique et cherchant à la mettre en débat (Neveu 1999).
- 3 Il s'agit ici de saisir comment un « problème communautaire », inscrit dans le droit de l'Union européenne, se transforme en « problème européen », qui acquière une légitimité véritablement sociale, suivant la distinction d'A. Smith (2004 : 77). Il faut alors rendre compte du processus de politisation de la question Turquie/UE.
 - « La notion de politisation peut être prise dans deux sens quelque peu différents à propos des politiques publiques : d'une part, elle renvoie à l'inscription des politiques publiques dans la compétition politique démocratique, autrement dit à l'usage de

l'action publique comme ressource politique pour les élus dans le cadre de la lutte pour l'exercice du pouvoir politique ; d'autre part, au sens plus large de présence dans une arène politique, c'est-à-dire dans l'un des lieux où agissent les acteurs de la compétition politique : sphère gouvernementale, enceintes parlementaires, organisations partisans et espaces médiatiques principalement » (Hassenteufel & Surel 2008 : 18). Dans l'ouvrage qu'il dirige sur la politisation, J. Lagroye tient pour acquis le rôle joué par les hommes politiques dans les processus de politisation. « Il n'y a pas lieu de s'attarder sur les acteurs politiques qui ont clairement intérêt à la politisation d'activités, de pratiques, d'enjeux et d'organisations, voire de mobilisations sociales, en quelque sorte "extérieurs" au jeu politique. Non seulement cette politisation peut être constituée en ressource dans leurs activités spécifiques (campagnes électorales, conflits avec des rivaux, acquisition d'une notoriété accrue, capacité à s'approprier la responsabilité de manifestations auxquelles est assignée une signification politique, etc.), mais encore elle contribue à accréditer la croyance en la nécessité de l'action politique et en la légitimité supérieure de cet ordre d'activités ; ce faisant, elle les grandit eux-mêmes, elle ennoblit leur rôle social » (Lagroye 2003 : 367).

- 4 Dans notre cas, la requalification opérée par les hommes politiques est particulièrement intéressante d'une part parce qu'elle est suscitée au niveau européen, ce qui n'est pas habituel, d'autre part parce qu'elle se fait dans une articulation entre niveau européen et niveau national.
- 5 Les analyses ont montré le rapport complexe que la Commission européenne entretient au politique : elle « *fait de la politique sans en avoir l'air* » (Robert 2001). Cette assertion vaut aussi plus généralement pour l'Union européenne :

« le déni du politique qui est au principe du discours d'acteurs majeurs de l'Union européenne, se matérialise notamment par l'impossibilité de présenter les décisions comme politiques, c'est-à-dire de faire appel à des principes de légitimation et d'argumentation du même ordre (idéologiques, partisans, sectoriels, etc.). Il est notamment caractéristique des acteurs de la Commission qui peinent, y compris dans leur frange la plus "politique" (les commissaires et leurs porte-parole), à tenir une parole publique qui explicite, autrement que par la raison technicienne, les principes des décisions qui sont prises » (Baisnée & Smith 2006 : 349-350).

« L'équivalence établie, à Bruxelles, entre "politique" et jeu intergouvernemental interdit en effet pratiquement aux acteurs de la Commission d'assimiler leurs modes d'action à une pratique politique » (*ibidem*).

- 6 Par ailleurs, d'autres travaux ont montré que le Parlement européen et les partis représentés en son sein ne contribuent que très peu à la politisation des thématiques européennes (Costa 2001).

L'étude de la politisation de la candidature turque à l'Union européenne nécessite donc un repérage des étapes et des acteurs qui concourent à susciter et à structurer le débat public autour de la question de la candidature turque. Qui sont les groupes qui s'intéressent à cette question et disposent de la compétence nécessaire à l'expression de jugement politique ? Quels sont les cadres d'interprétation produits à propos de la candidature ?

Le processus de politisation s'effectuant dans une articulation entre l'espace politique communautaires et les différents espaces publics nationaux, les enjeux du débat ne prennent pas la même ampleur² et ne se construisent pas dans les mêmes termes d'un pays européen à l'autre³. C'est pourquoi nous avons choisi de nous intéresser plus particulièrement à un contexte national spécifique, celui de la France.

Afin de répondre à ces questions nous avons travaillé à partir d'articles de presse. Outre

un suivi du déroulement des débats sur le long terme, la presse permet également de procéder à une analyse d'un élément essentiel dans la politisation : la médiatisation des débats. Nous avons avant tout travaillé à partir des articles du journal *Le Monde*, reconnu pour l'intérêt qu'il porte aux questions européennes. L'analyse des articles est d'abord quantitative (via un repérage des occurrences de certains termes) pour repérer les pics et les creux dans le traitement de la candidature de la Turquie à l'UE. Elle est également qualitative afin d'analyser le cadrage établi par les différents acteurs (y compris le média lui-même) impliqués dans le processus de médiatisation.

Nous reviendrons tout d'abord sur la tentative originale de V. Giscard d'Estaing, Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, d'utiliser la candidature de la Turquie pour politiser l'Union européenne et proposer ainsi une légitimation alternative du projet européen. Le succès de cette tentative est attesté en France par la dramatisation médiatique du système politique européen. Nous reviendrons ensuite sur la compétition politique nationale qui amplifie la politisation.

I. La Turquie au service de la politisation de l'Union européenne

- 7 La différenciation de l'ordre politique n'est pas chose aisée à établir dans l'Europe communautaire. Comme au niveau national, il existe une étroite interrelation entre la sphère politique et la sphère administrative :

« loin que ces deux domaines soient bien délimités et parfaitement étanches, on constate en pratique une grande labilité de la “nature” culturellement construite des objets comme “politiques” ou “administratifs” [définis comme “techniques”] et donc une relative porosité des deux mondes de choses que désignent ces adjectifs » (Eymeri 2003: 49).
- 8 Mais la labellisation d'un objet comme « politique » apparaît complexe au niveau européen car, dans un univers marqué par la raison technicienne, elle est susceptible d'entraîner une délégitimation. Il importe alors de saisir qui, parmi les acteurs communautaires, s'autorise à parler « politique » et dans quelles circonstances. On peut considérer que l'entretien accordé au journal *Le Monde* le 7 novembre 2002 par V. Giscard d'Estaing, alors Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, et dans lequel il affirme avec force que la « *Turquie n'est pas un pays européen* » (*Le Monde*, 09/02/02) est une véritable tentative de politisation de la thématique européenne. Cette tentative est couronnée de succès en France car elle est suivie d'une très forte polarisation médiatique sur la prise de position de V. Giscard d'Estaing.

La tentative du président de la Convention

- 9 Revenons tout d'abord sur le contexte de l'interview. Dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne, la mission de la Convention (créée à l'issue du Conseil européen de Laeken en décembre 2001) est d'examiner les questions essentielles que soulève le développement futur de l'Union et d'engager un débat sur l'avenir de l'Union européenne. La convocation de la Convention répond également à une volonté de rompre avec le déficit de légitimité de l'Union européenne, régulièrement accusée de dérive technocratique et de carence démocratique. Face à l'impossibilité de la négociation intergouvernementale d'apporter des solutions à ces difficultés (ainsi que

l'a démontré la Conférence intergouvernementale ayant donné naissance au traité de Nice⁴), la Convention est conçue comme un recours à des logiques de délibération et de négociations différentes. « *L'objectif est que la Convention parvienne à proposer des options originales, susceptibles de répondre aux inquiétudes des citoyens* » (Costa & Magnette 2007 : 3).

- 10 La Convention entérine le passage à un questionnement identitaire sur l'Union européenne : comment conçoit-on cette communauté politique et qu'est-ce qui nous uni ? Fruit de récits avant tout politiques et d'imaginaire, elle peut renvoyer à de multiples aspects : Qu'est-ce qu'on est (identité d'appartenance) ? Qu'est qu'on promeut (identité de valeurs) ? Où va-t-on (identité de projet) ? Ces questionnements ont surgi en Europe au moment de la négociation du Traité de Maastricht dont l'objectif était de dépasser le projet fonctionnel de la Communauté européenne pour établir un véritable ordre politique. De plus, la ratification de ce traité a donné lieu à un important débat public sur l'identité de l'Union européenne. Ces questions identitaires ont été réactivées lors de l'élargissement aux pays de l'Europe centrale et orientale ; on les retrouve au cœur de l'opposition *approfondissement vs. élargissement*. Les deux termes ne renvoient pas aux mêmes aspects de l'identité : l'approfondissement met en avant une identité de projet (le renforcement de l'intégration économique et politique) tandis que l'élargissement fait référence à une identité d'appartenance (l'Europe de nouveau unifiée) ainsi qu'à une identité de valeur (la démocratie de marché).
- 11 L'entretien de V. Giscard d'Estaing au journal *Le Monde* est accordé dix jours après la présentation à la Convention d'une « ossature » de texte qui tente de concilier les aspirations des fédéralistes et celles des partisans d'une Union intergouvernementale, un mois avant le Conseil européen de Copenhague qui officialise l'acceptation des 10 nouveaux entrants, et au lendemain des élections législatives en Turquie. Alors que les travaux de la convention commencent à circuler, un des objectifs du président est de parvenir à retarder la bataille sur la répartition institutionnelle des pouvoirs (dans laquelle s'était fourvoyé le Conseil européen de Nice) en insistant avant tout sur le projet européen. Il ambitionne ainsi de trouver plus d'écho auprès des citoyens européens : il y a
« la nécessité absolue d'obtenir l'adhésion – encore incertaine – des citoyens au projet européen (...). Il faut d'abord redéfinir le sens du projet, et le rendre lisible aux Européens » (discours à l'Assemblée nationale française, 3/12/02).
- 12 Pour éviter que la Convention n'en reste uniquement à des débats entre « eurocrates » et pour « rapprocher » les travaux de la Convention des citoyens, son président a d'ailleurs régulièrement lancé des débats grand public : « Qui incarnera l'union renouvelée ? » ; « Comment s'appellera cette Union renouvelée ? » ; « Quelle sera la devise de l'Union ? ». Au-delà, les travaux de la Convention ont suscité quelques débats relayés dans les espaces nationaux, en particulier sur la référence aux racines chrétiennes de l'Europe, mais également sur l'élargissement, le *leadership* européen ou encore l'affirmation d'une politique étrangère européenne. Concernant l'élargissement, l'acceptation officielle des nouveaux candidats repose une fois encore la question de la Turquie. En décembre 2001, lors du sommet européen de Laeken, les 15 soulignaient que
« la perspective de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie s'est rapprochée »⁵.

- 13 En Août 2002, le gouvernement turc a adopté des réformes importantes et très symboliques : abolition de la peine de mort, suppression de l'état d'urgence en vigueur dans plusieurs provinces, ouverture de l'enseignement aux langues minoritaires. Ces progrès ont été salués dans le rapport annuel de la Commission européenne qui continue toutefois d'insister sur les carences en matière de démocratie et de droits de l'homme⁶. Enfin, V. Giscard d'Estaing s'exprime sur la Turquie quelques jours après la victoire du parti AKP, « islamiste modéré » (ou « démocrate musulman » suivant les appellations) aux élections législatives en Turquie. Cette victoire n'est pas anodine dans une situation où l'Europe se questionne sur son identité et débat de nouveau au sein de la Convention sur la nécessité ou non de se référer à ses racines chrétiennes⁷.
- 14 Dans ce contexte particulier, on peut considérer que V. Giscard d'Estaing tente par le recours à la question turque de (ré)ancrer l'Union européenne dans une dimension purement politique, et de récupérer ainsi une légitimité propre au champ politique⁸. Cette croyance en la politisation comme vecteur de légitimité s'explique d'autant mieux par la carrière politique de premier plan que V. Giscard d'Estaing a connu au niveau national. De plus, sa position prééminente en tant que président de la convention, mais un peu à part dans le système européen, lui octroie une plus grande marge de manœuvre pour transgresser les règles du système européen,
- « “mélanger les genres”, confondre les domaines, contester en pratique la pertinence et la légitimité des séparations instituées et constamment consolidées » (Lagroye 2003 : 362).
- 15 L'interview du président de la Convention détone par rapport au « langage bruxellois », souvent considéré comme abscons. Sa démonstration est exempte d'un argumentaire technique et tente de faire référence à des éléments plus familiers pour les populations européennes, elle est parfois proche du registre émotionnel. Evaluant la Turquie, il ne se réfère pas aux critères de Copenhague mais insiste sur des aspects extrêmement simples, envisageables par tous. L'introduction de l'article indique :
- « Il l'a dit sans ménagement (...) “La Turquie est un pays proche de l'Europe, un pays important, qui a une véritable élite, mais ce n'est pas un pays européen” (...) “Sa capitale n'est pas en Europe, elle a 95 % de sa population hors d'Europe, ce n'est pas un pays européen” ».
- 16 Puis, dans le corps de l'article :
- « En raison de son dynamisme démographique (la Turquie compte aujourd'hui 66 millions d'habitants), “ce serait le plus grand État membre de l'Union européenne”, et elle disposerait “du groupe parlementaire le plus nombreux au Parlement européen”. En outre, “le lendemain du jour où on ouvrira des négociations avec la Turquie, vous aurez une demande marocaine [d'adhésion à l'Union], *le roi du Maroc l'a dit depuis longtemps*”. Dès lors que l'on “sort du continent”, note M. Giscard d'Estaing, “pourquoi sortir du continent à l'est et ne pas sortir à l'ouest ?”. Estimant que le problème de l'élargissement hors d'Europe est un problème de fond, M. Giscard d'Estaing précise : “Je donne mon opinion : c'est la fin de l'Union européenne !” Certes, estime-t-il, on peut dire qu'il faut faire “une organisation régionale de l'Europe et du Proche-Orient, avec des institutions, un grand marché, etc.”, mais c'est “un autre projet”, insiste-t-il ».
- 17 Le discours de V. Giscard d'Estaing vise à définir l'Europe comme un enjeu politique et non technique. Il délaisse la raison technicienne et met l'accent sur un processus qui, loin d'être inexorable, peut et doit être le résultat de choix politiques dans le présent et le futur :

« M. Giscard d'Estaing ne croit pas que les Quinze se soient liés les mains lors du sommet européen d'Helsinki, en décembre 1999, lorsqu'ils ont accordé à la Turquie un statut de pays candidat. Il ne croit pas davantage qu'ils seront obligés de franchir une nouvelle étape dans cette direction lors du sommet européen de Copenhague, en décembre ».

- 18 En mettant en exergue les manœuvres tactiques de certains États, il insiste sur la dimension intergouvernementale de l'Union européenne, qu'il entend dépasser.

« Il constate, d'autre part, que “ceux qui ont le plus poussé à l'élargissement en direction de la Turquie sont les adversaires de l'Union européenne”. Ils ont eu ce moyen dans les années 1980, explique-t-il, en faisant ainsi allusion à la Grande-Bretagne, “pour dire ‘on va rendre le système fragile, et donc on ira vers une espèce de zone de libre-échange commune à l'Europe et au Proche-Orient’. Ils se sont dit ‘avec un tel système, on est tranquilles, parce que l'intégration s'arrête’. Ce n'est pas du tout le projet de l'Union européenne” ».

- 19 Le combat du président de la Convention est entièrement dédié à la promotion de l'identité politique de l'Union européenne, dans le sens d'une identité de projet, sans pour autant remettre en cause l'élargissement aux pays de l'Europe centrale et orientale. La combinaison des deux n'est pas chose aisée puisqu'on a vu que l'opposition *approfondissement* vs. *élargissement* entraînait une disjonction entre les différentes composantes de l'identité. La focalisation sur la question turque va permettre le dépassement de cette opposition telle qu'elle se décline au début des années 2000 et l'établissement de nouveaux liens entre *approfondissement* vs. *élargissement* aux PECO, *élargissement* au-delà des PECO. L'argumentaire sur la Turquie doit donc être mis en lien avec des questions plus générales qui se posent au début des années 2000. Le déni du caractère européen de la Turquie ne se fait pas aux vues des critères de Copenhague, critères techniques mais qui renvoient au-delà aux valeurs promues par l'Union européenne (l'identité de valeurs). C'est au regard de l'identité d'appartenance qu'est argumenté le caractère non européen de la Turquie : géographie, poids démographique et culture (suite à l'écho suscité par son discours, V. Giscard d'Estaing tiendra à préciser qu'il n'a pas fait allusion au critère religieux⁹). Le Président de la Convention effectue ainsi une reconnexion entre identité d'appartenance et identité de projet de l'Europe, la première étant considérée comme un préalable à la seconde :

« On ne peut pas discuter, comme nous le faisons, de la législation interne de l'Union, sur des points extrêmement sensibles de la vie quotidienne des européens, et dire que certaines discussions seraient étendues à des pays qui, pour des raisons tout à fait estimables, ont une autre culture, une autre approche, un autre mode de vie ».

- 20 Une telle vision permet alors de dépasser l'opposition *approfondissement* vs. *élargissement* (aux PECO) qui mine le débat européen, de refermer la parenthèse de l'élargissement (légitimé dans le cas des PECO par une identité d'origine commune et délégitimé pour les autres pays candidats dont l'identité d'appartenance est considérée comme incompatible) : « nous raisonnons sur une Europe à 25 plus 2, point ! ». Le projet politique européen redevient alors l'enjeu déterminant de l'Europe.

« Jusqu'à présent, a-t-il rappelé, “nous n'avons pas été capables d'adapter nos institutions à l'élargissement à l'intérieur du continent européen”. Nul ne sait si, dans dix ans, cet élargissement sera considéré comme réussi. Dans l'immédiat, a insisté M. Giscard d'Estaing, l'Union doit résoudre le problème du financement de l'élargissement et de la “cohésion future” de l'Europe ».

- 21 Ce réagencement des différentes composantes de l'identité se fait aux prix d'une acception très particulière de l'identité d'appartenance : c'est une identité d'origine (désignant des marques naturelles et visibles, supposées objectives, de l'identité) qui unirait de façon objective les pays de l'Union européenne, au détriment de l'idée d'identité plurielle. Par ailleurs, la réarticulation entre identité d'appartenance et identité de projet laisse de côté l'identité de valeurs. V. Giscard d'Estaing esquisse ici une vision essentialiste de l'identité d'appartenance européenne.

Une politisation réussie : Turquie et dramatisation médiatique du système politique européen

- 22 L'interview de V. Giscard d'Estaing est immédiatement répercutée dans l'ensemble des pays européens et unanimement perçue comme un discours hors norme. L'entretien et les réactions immédiates qu'il occasionne participent à la dramatisation du système politique européen par la mise en scène du potentiel de conflictualité qu'il recèle. En France, il amorce une évolution du traitement médiatique de la Turquie et de sa candidature à l'Union européenne.
- 23 De nombreux médias relèvent de l'entretien une volonté du Président de la Convention de se démarquer du petit monde bruxellois. « Dans le concert du "politiquement correct" à propos de la candidature de la Turquie à l'Union européenne, V. Giscard d'Estaing a décidé de jeter un pavé dans la mare ». (*Le Monde*, 09/11/2002). « Après tout, il faut peut-être savoir gré à M. Giscard d'Estaing d'avoir, à propos de la Turquie, crevé l'abcès. » (M. Rocard, *Le Monde*, 27/11/02). *The Guardian* parle d'une bombe (« Valery Giscard d'Estaing's carefully timed bombshell », 18/11/02), tandis que le *Financial Times* ironise sur les faux pas de V. Giscard d'Estaing : « As a former President of France, Valery Giscard d'Estaing is supposed to be one of the European Union's elder statesmen. That was why he was chosen to chair the Convention on the Future of Europe. But it does not prevent him getting things wrong », (13/11/02).
- 24 L'interview suscite de fortes réactions à Bruxelles : le porte-parole de Guënter Verheugen, Commissaire européen en charge de l'élargissement, estime que le statut de la Turquie n'est aucunement remis en cause, notamment par l'« *opinion personnelle* » de l'ancien Président français dans une situation où les 15 se sont, peu de temps auparavant, félicités des mesures importantes prises par Ankara. Le vice-président de la Convention, Jean-Luc Dehaene, prend tout de suite ses distances avec les affirmations de V. Giscard d'Estaing, faisant valoir : « Personnellement, je ne l'aurais pas [dit], cela n'a rien à voir avec la Convention. Je suis sûr que M. Giscard d'Estaing s'exprimait à titre personnel. » (*Le Monde*, 10/11/02).
- 25 En France, le traitement de la Turquie et de sa relation avec l'Union européenne par le journal *Le Monde* évolue à la suite de l'interview de V. Giscard d'Estaing.
- 26 Le journal a traditionnellement une couverture relativement importante de la Turquie et de la relation que le pays entretient avec l'Union européenne. Le décompte des articles incluant les termes « Turquie » ou « Turquie » et « Union européenne », entre 1999 (date à laquelle la candidature de la Turquie est officiellement acceptée) et 2002, fait ressortir un traitement à peu près équivalent à celui de la Pologne (environ 500 articles par an incluent le terme « Turquie » ou « Pologne » et 130 articles par an incluent « Turquie » et « Union européenne » ou « Pologne » et « Union européenne »). Ce nombre est par exemple deux fois plus important que celui concernant la Roumanie,

autre pays candidat. L'année 2002 est marquée par une stabilité des articles mentionnant la « Turquie » (500) mais une forte augmentation des articles incluant les termes « Turquie » et « Union européenne » (304, contre 187 incluant « Pologne » et « Union européenne »). Cette augmentation est particulièrement nette après l'entretien de V. Giscard d'Estaing : entre le 9 novembre 2002 et la fin de l'année, 141 articles portent mention de la « Turquie » et de « l'Union européenne » contre 163 articles entre le 1^{er} janvier 2002 et le 8 novembre. Cette augmentation pourrait également être mise en lien avec la tenue du sommet de Copenhague les 12 et 13 décembre qui entérine l'élargissement, en 2004, aux dix nouveaux pays de l'Europe centrale et orientale, en 2007 à la Roumanie et à la Bulgarie et qui renvoie à 2004 et à la décision d'ouvrir ou non les négociations avec la Turquie. Cependant, entre novembre et la fin de l'année, le journal ne publie respectivement que 59 et 38 articles incluant les termes « Pologne » et « Union européenne » et « Roumanie » et « Union européenne » (souvent en lien avec la Turquie) ! On peut donc conclure à un « effet V. Giscard d'Estaing ».

- 27 Avant l'entretien du président de la Convention, la plupart des articles consacrés aux relations entre la Turquie et l'Union européenne portaient sur la politique intérieure turque et les réformes en vue d'une mise aux standards européens, la politique extérieure (avant tout la question chypriote et les relations avec la Grèce mais également l'Irak ou le Moyen-Orient), les relations institutionnelles entre la Turquie et l'Union européenne ou encore les questions d'immigration. Les articles étaient écrits en grande majorité par des journalistes. On note toutefois quelques exceptions intéressantes dans la mesure où elles portent sur des thèmes qui seront au cœur du discours de V. Giscard d'Estaing. Deux courriers des lecteurs prennent à partie des articles de journalistes et posent clairement la question de l'identité de la Turquie et de l'Europe :

« (...) Personne ne contestait l'appartenance de l'Espagne à l'Europe. La question était de savoir si l'Espagne avait réellement basculé dans la démocratie. De même en est-il aujourd'hui pour les pays d'Europe centrale : ils sont incontestablement européens (...). Pour ce qui concerne la Turquie, (...) sa venue dans l'Union n'exige-t-elle pas un vaste débat suivi d'une consultation populaire. (...) Pour ma part, je suis convaincu que l'arrivée prématurée des pays de l'Est (...), et a fortiori celle de la Turquie, nous conduit à une simple zone de libre-échange, ce que je regrette vivement » (« Courrier des lecteurs », 18/08/2002). De même, « Dans Le Monde du 24 octobre, Sophie Bessis et Driss El Yazami reprennent à leur compte ce qui semble être le passe-temps favori des élites turques : poser la Turquie en éternelle victime du racisme européen. Parmi toutes les raisons que nous pourrions avoir de refuser l'adhésion de ce pays à l'Union européenne, ils s'attardent complaisamment sur sa religion musulmane (alors que personne n'a jamais prétendu refuser l'adhésion de la Bosnie ou de l'Albanie !), et il y en a une qu'ils ne daignent pas examiner sérieusement – justement la plus évidente : la Turquie n'est pas un pays européen ! » (« Courrier des lecteurs », 30/10/2002).

- 28 Deux autres articles, cette fois écrits par des journalistes, insistent sur l'ambivalence de la candidature de la Turquie. Le 13 septembre, dans un article intitulé « La Turquie est-elle européenne », le journaliste L. Zecchini écrit :

« L'Union va accueillir officiellement dix nouveaux États membres. L'affaire est entendue, même si, dans bien des capitales, nombreuses sont les Cassandre à s'alarmer des conséquences d'un élargissement bâclé, mal compris, voire redouté des opinions publiques. Cette démission pédagogique des chefs d'État et de gouvernement s'illustre dans l'approbation de plus en plus chancelante des Européens en faveur de l'élargissement, en particulier en France. Dans ces conditions, envisager l'entrée de la Turquie dans l'Union, c'est risquer d'augmenter

les préventions de l'opinion publique européenne envers la "grande Europe". La Turquie a-t-elle vocation à en faire partie ? Une telle interrogation revient à poser la délicate question de l'« identité européenne » d'un pays qui se situe à la charnière de l'Europe et de l'Asie. Pour les gouvernements européens, celle-ci est d'autant plus déstabilisante qu'elle ouvre la boîte de Pandore d'un débat, qu'ils n'ont jamais osé aborder franchement, sur les frontières de l'Europe ». Le journaliste G. Marion signe le 7 septembre un article titré « L'Allemagne n'est pas favorable à l'entrée de la Turquie dans l'UE ».

- 29 Beaucoup moins tranché que ne le laisse à penser le titre, l'article revient sur les ambiguïtés de la classe politique :

« Hormis les Verts, qui, sous réserve de réformes démocratiques, se sont explicitement prononcés pour l'intégration de la Turquie, les partis préfèrent laisser le sujet dans le vague. Député européen et membre de la direction nationale du SPD chargé des affaires turques, Martin Schultz reconnaît que son parti, comme la classe politique allemande en général, est sceptique quant à la possibilité de voir bientôt Ankara siéger à Bruxelles ».

- 30 Très peu nombreux, ces articles sont révélateurs de questions sous-jacentes et permettent de mieux saisir pourquoi l'entretien de V. Giscard d'Estaing aura tant d'effet.
- 31 L'augmentation du nombre d'articles sur la Turquie et l'Union européenne après le 9 novembre va de pair avec une évolution du traitement du fond. Outre Chypre ou la tenue du Conseil européen, ils abordent les réactions politiques à l'entretien du président de la Convention, tentent d'interpréter cet entretien ou encore cherchent à analyser le rapport que l'AKP au pouvoir en Turquie et ses dirigeants entretiennent à l'Europe.
- 32 L'interview de V. Giscard d'Estaing opère comme une sorte de révélateur des multiples positions qui existent à propos de la Turquie. L'édition du 9 novembre joint à l'entretien du président de la Convention des déclarations antérieures d'autres hommes politiques français : F. Bayrou, (« *Je me suis toujours prononcé contre l'entrée de la Turquie dans l'UE* »), H. Védrine (« *Le problème de la Turquie a été mal posé au départ (...) C'est un grand pays, stratégique, qui n'est pas en Europe, mais en Asie mineure* »), ou encore A. Juppé (« *Mardi 5 novembre (...) Alain Juppé, Président provisoire de l'UMP, avait déclaré à propos de la Turquie que personne ne sait où passent exactement les frontières de l'Europe. Il existe trois critères : géographique, idéologique et politique. Pour les pays qui ne rempliraient pas ces trois critères, il faudra définir une sorte de partenariat renforcé ou d'association privilégiée entre ces pays et l'UE* »). Cette recontextualisation effectuée par le journal justifie en quelque sorte la prise de position de V. Giscard d'Estaing, qui n'apparaît pas isolée. Dans les jours et les semaines qui suivent, de nombreux articles scrutent les divergences de la classe politique française et européenne à propos de la candidature turque. Ils reviennent aussi sur les positions des autres pays européens, des pays candidats, des États-Unis. Enfin, ils donnent la parole à des personnalités religieuses. En insistant sur ces multiples positionnements, le traitement médiatique participe à la politisation de la question. Par ailleurs, la place accordée aux analyses de l'entretien de V. Giscard d'Estaing, l'augmentation des courriers des lecteurs sur le sujet et le choix de traiter du rapport que l'élite ou la population turque entretient avec l'Union européenne, sont autant de façon de cadrer le débat autour d'un axe identitaire (Quel projet pour l'Union européenne ? Quelle identité pour l'Europe ? Quelle identité de la Turquie et de ses dirigeants ?). On prendra ici quelques exemples de l'évolution du cadrage vers un questionnement identitaire. « Qu'est-ce que l'Europe ? À question simple, réponse

complexe » (Y. Meny, directeur de l'Institut Européen de Florence « *L'Europe, Dieu et les Turcs* », 15/11/2002).

« Jusqu'où l'Europe peut-elle croître et repousser ses frontières sans diluer l'Union ? Comment éviter, ainsi que le souligne le Herald Tribune du 9 décembre, que le véritable vainqueur de l'élargissement soit... Washington ? » (S. Marti, rédacteur en chef, « L'Europe de 15 à 25 pour le meilleur et pour le pire », 10/12/2002).

« Pourquoi les républiques baltes et la Turquie, mais pas la Biélorussie, l'Ukraine ou les Balkans ? Intégrer des pays dont les niveaux de développement et les cultures politiques apparaissent aussi dissemblables ne risque-t-il pas de mettre en cause l'Union elle-même ? » (H. de Bresson, responsable du bureau Europe, « Jusqu'où repousser les frontières de l'Europe ? » 10/12/2002).

« Nous pouvons, et nous devons, entretenir des relations amicales avec ce grand pays, mais il n'est pas question d'intégrer la Turquie, sous peine de dissoudre l'Union européenne dans une zone de libre-échange qui n'a plus rien à voir avec le projet d'une véritable union des peuples de l'Europe » (« Courrier des lecteurs », 15/12/2002).

« Mon pays adhère aux valeurs européennes au terme d'un processus d'adaptation qui a duré trois siècles » (A. Gül, Premier ministre turc, La Turquie dans l'Union européenne, résolument, 11/12/2002), « Islamiste, démocrate, conservateur, comment qualifier l'AKP ? » (N. Boursier, correspondant à Istanbul, 9/11/2002) ; « L'islam soluble dans la laïcité » (H. Tincq, journaliste spécialiste des questions religieuses, 15/12/2002).

- 33 A cette phase de la politisation, les journalistes jouent un rôle essentiel car au-delà de l'augmentation des courriers des lecteurs (qui passent de 2 à 7), les prises de positions directes par des non journalistes restent marginales. On dénombre dans les colonnes du monde seulement trois articles signés par des scientifiques, un par un intellectuel et deux par des hommes politique (M. Rocard « Turquie, dire oui est vital », 27/11/2002 et H. Védrine « Clarifier l'identité européenne », 06/12/2002). Tout en critiquant la position de V. Giscard d'Estaing, ces différentes tribunes participent largement au cadrage de l'enjeu Turquie/Union européenne en terme identitaire établi par le président de la Convention et renforcé par les journalistes. P. Clerc, géographe, dénonce une vision passéiste de la géographie

« les limites ne sont pas données par la nature mais sont des productions culturelles » mais termine son article ainsi : « l'utilisation récurrente d'une immanente limite géographique, apparemment imprimée sur le sol comme sur les cartes, est un procédé commode qui permet d'évacuer d'autres questions, plus délicates, qui sentent le souffre et le "choc des civilisations" » (« Turquie, la géographe prétexte », 19/11/2002).

- 34 Y. Meny, directeur de l'Institut universitaire européen de Florence et R. Figuié, directeur du département des Sciences humaines de la maison d'édition Le Seuil, récusent l'argumentaire de V. Giscard d'Estaing tout en lui étant gré d'avoir ouvert le débat sur l'identité de l'Europe :

« Il est dommageable que cette question de la finalité de l'Europe soit posée de la plus mauvaise façon qui soit : à travers le prisme du religieux. Mais il est préférable qu'elle soit posée plutôt que de rester dans l'hypocrite ambiguïté du "Je ne veux pas lui dire oui, mais je ne peux pas lui dire non" » (Y. Mény, « L'Europe, Dieu et les turcs », 15/11/2002).

« [On semble] oublier les multiples versions de la très fameuse "question d'Orient" (et les réponses), dont les termes pourraient être aujourd'hui : que faire avec l'islam en Europe ? Ou encore : que peut l'Europe à l'égard de l'islam ? (...) Mais comment éviter la simple zone de libre-échange (souhaitée par les Anglais), comment en arriver à une véritable Europe politique ? En quoi une adhésion éventuelle de la

Turquie menacerait-elle l'Europe de régression fatale ? Encore faudrait-il dès maintenant avoir une véritable Europe à proposer aux candidats « légitimes » à l'élargissement » (R. Figuié, « La nouvelle question d'Orient », 27/11/2002).

- 35 L'entretien avec H. Bozarslan, (« L'Europe est la seule chance de la Turquie », 15/12/2002), spécialiste de la Turquie, est pour sa part consacré à une évaluation du rapport de la Turquie et des Turcs à la religion ou à la laïcité ainsi qu'à des précisions sur l'AKP.
- 36 Nous avons également établi une revue de presse des articles rédigés par des personnalités extérieures au champ journalistique dans le reste de la presse française. Leur faible nombre (deux hommes politiques, six universitaires et un essayiste¹⁰) ainsi que leur contenu confirme l'analyse effectuée à partir du journal *Le Monde*.
- 37 De nombreuses recherches insistent sur la faible couverture des thématiques européennes dans les journaux nationaux et la difficile médiatisation de l'information européenne (Marchetti 2004). Dans le cas qui nous intéresse, il est patent que le positionnement du président de la Convention sur la Turquie suscite en France une polarisation médiatique. *Le Monde* n'est pas une exception et l'ensemble du champ journaliste s'intéresse au débat. La volonté de scruter les réactions au positionnement de V. Giscard d'Estaing et leur mise en valeur grâce à l'augmentation de l'espace réservé à l'actualité de la thématique Turquie/Union européenne, atteste du succès de l'entreprise de politisation.
- 38 Instrument de politisation pour V. Giscard d'Estaing, la question de la candidature de la Turquie à l'Union européenne est rapidement devenue en tant que telle objet de politisation. En effet, à partir d'un cadrage identitaire, la question de la candidature recèle nombre des secrets de la politisation : elle rend possible une incarnation des thématiques européennes, elle confère un fort pouvoir émotionnel à un enjeu européen et elle lui assure un potentiel mobilisateur et conflictuel.

II. Quand la Turquie devient objet de politisation

- 39 Le discours du président de la Convention ne suffit pas à comprendre les logiques de politisation de la question turque en France. L'étude des contraintes relationnelles du jeu politique permet de mieux saisir pourquoi et comment différents hommes politiques français se saisissent de la question turque.
- « S'agissant de comprendre une prise de position politique, programme, intervention, discours électoral, etc., il est au moins aussi important de connaître l'univers des prises de position concurrentiellement proposées par le champ que les demandes des laïcs dont les responsables de ces prises de position sont les mandataires déclarés (la « base ») : une prise de position, le mot le dit à merveille, est un acte qui ne prend son sens que relationnellement, dans et par la différence, l'écart distinctif. Ainsi la production des idées sur le monde social se trouve toujours subordonnées en fait à la logique de la conquête du pouvoir » (Bourdieu 2001: 220).
- 40 Dans un contexte d'échéances électorales nationales et européennes, certaines formations politiques construisent la question turque en véritable ressource politique. Alors que l'enjeu de l'adhésion de la Turquie s'inscrit dans les grands débats du moment sur l'Union européenne (Que promeut l'Union européenne qui s'élargit ? Qui est-elle ? Quelles sont ses racines ? Quelle est sa légitimité ?), certains leaders s'en emparent afin de tenter de simplifier les enjeux européens. La question turque sert

également à incarner les échéances européennes (l'élargissement, le traité constitutionnel et sa ratification), d'autant qu'elle permet de faire le lien entre l'agenda des luttes partisans nationales et l'agenda européen. Par ailleurs, du fait de sa forte médiatisation en amont et de son écho dans la population, la Turquie apparaît comme un excellent moyen de mobilisation d'un électorat dont on considère qu'il a peu d'inclinaison vis-à-vis des thématiques européennes. Au regard du potentiel que recèle cette ressource, la Turquie devient peu à peu un élément incontournable dans les différents lieux de la compétition politique nationale (organisations partisans, sphère gouvernementale, enceinte parlementaire).

La construction de la candidature turque en ressource politique

- 41 Nous insisterons plus spécifiquement sur le positionnement de deux hommes politiques, F. Bayrou et P. de Villier. D'une part, la thématique européenne est au cœur du projet de leur formation politique respective, d'autre part, ils ont pris position de longue date sur la question de la candidature de la Turquie et ont très tôt intégré ce thème aux axes structurants de leur projet. Fervent partisan ou pourfendeur de l'Union européenne, les deux hommes développent leur thèse à partir d'une argumentation semblable. En 2004, ils structurent leur campagne électorale pour les élections européennes autour des deux mêmes axes : la demande d'un référendum pour la ratification de la Constitution européenne et le « Non à la Turquie ». Les logiques de construction de la Turquie en ressource politique, et par là même de politisation, apparaissent classiques, combinant croyances et enjeux de positionnement dans le champ. Quoi qu'il en soit, le processus n'en demeure pas moins intéressant à étudier car il dessine un cadrage spécifique de la question de la candidature turque. Il renseigne également sur la politisation des sujets européens au-delà du clivage droite/gauche¹¹, et, dans ce cas précis, du clivage fédéraliste/souverainiste.
- 42 L'Union pour la démocratie française, UDF, est un parti démocrate-chrétien largement investi dans le projet européen et qui milite pour une Europe à vocation politique et fédérale. En 1999, la stratégie d'autonomie face au RPR pousse F. Bayrou à présenter une liste UDF aux élections européennes. Celle-ci obtient le score fort honorable de 9,28 % des voix et lui permet de faire son entrée au Parlement européen. Ayant des ambitions nationales, F. Bayrou démissionne de son siège européen en 2002 pour s'investir complètement sur la scène politique française où il tente d'acquérir une forte audience par rapport au parti majoritaire, l'Union pour un mouvement populaire, UMP¹².
- 43 Le Mouvement pour la France, créé en 1994, insiste sur la thématique souverainiste et
« doit son existence partisane à l'émergence de la thématique européenne comme un enjeu politique national au cours de la décennie 1990 » (Gautier 2007 : 123).
- 44 Malgré une ambition nationale, c'est au niveau européen que le mouvement rencontre un important succès¹³ :
« A l'effacement du MPF dans le champ politique français se substitue donc une visibilité figurée par son leader et profondément déterminée par les questions liées à l'intégration communautaire » (*Ibidem* : 132). « Son discours construit en rapport avec l'Union européenne pallie sa faiblesse politique et décisionnelle à l'intérieur du champ politique national. Il lui permet d'être repéré électoralement comme l'un des hérauts dominants de la protestation souverainiste » (*Ibidem* : 131).

- 45 Ainsi, son agenda médiatique est-il par exemple nettement déterminé par celui de VGE durant la Convention pour l'avenir de l'Europe.
- 46 Les deux leaders de ces mouvements ont une position très arrêtée sur l'intégration de la Turquie à l'Union européenne. Suite à l'entretien de V. Giscard d'Estaing, F. Bayrou déclare dès le 09 novembre 2002 au journal *Le Monde* « *Je me suis toujours prononcé contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne* ». Le 3 décembre 2002, un mois après son entretien au journal *Le Monde* et dix jours avant le sommet de Copenhague, le président de la Convention est invité à l'Assemblée nationale française pour un débat exceptionnel sur l'avenir de l'Union européenne. V. Giscard d'Estaing n'abordant pas la question de la Turquie, c'est F. Bayrou qui relance le sujet. A partir de cette date, la question turque va constituer un des arguments forts de l'opposition systématique de F. Bayrou au gouvernement qui est officiellement en faveur de l'intégration. Le 28 avril 2004, F. Bayrou entame sa campagne électorale pour les élections européennes de juin en déclarant :
- « si on veut faire de l'Europe un ensemble unitaire qui agisse sur la scène du monde, il ne faut pas la construire sur une trop grande hétérogénéité » (« L'UDF lance sa campagne pour les européennes », *Le Monde*, 20/04/04).
- 47 A l'approche du Conseil européen de Bruxelles qui doit statuer le 16 décembre sur l'ouverture des négociations avec la Turquie, F. Bayrou est le premier à souhaiter que le gouvernement engage sa responsabilité au Parlement sur l'ouverture des négociations avec la Turquie.
- 48 En écho à l'entretien du président de la Convention, P. de Villiers affirme son refus d'intégration : « La Turquie n'est européenne ni par son territoire ni par son univers culturel » (*Le Figaro*, 07/12/2002). Mais c'est avant tout la convention européenne « *aréopage sans aucune légitimité démocratique* » ainsi que le traité Constitutionnel qu'il s'emploie à fustiger. En revanche, il est un des premiers à s'emparer du cheval de bataille de la Turquie lors de la campagne pour les élections européennes de 2004. En 2005, il lance sa campagne électorale pour le « Non » au référendum sur le traité constitutionnel avec la parution de son livre pamphlet *Les turqueries du Grand Mamamouchi*.
- 49 La question de la candidature turque est une thématique d'autant plus intéressante pour ces deux hommes politiques qu'ils parviennent à l'articuler à un des axes structurant de leur discours sur l'Union européenne : la légitimité démocratique via la participation. F. Bayrou réclame une Union européenne plus « démocratique » et plus proche des citoyens, tandis que P. de Villiers pourfend une Europe technocratique et omnipotente qui n'associe pas les peuples à sa construction. Dans cette optique, ils appellent tous les deux de leurs vœux un référendum sur le traité constitutionnel.
- « Des institutions plus efficaces et plus démocratiques sont indispensables pour améliorer le fonctionnement de l'Union européenne et permettre ainsi une véritable Union politique. Les citoyens doivent être au cœur de l'ensemble des politiques européennes. Nous voulons une Europe des peuples, et non une Europe des États afin que puisse s'accroître le sentiment d'appartenance à une même communauté » (L'Europe au Modem, site internet¹⁴).
- 50 Dans le même ordre d'idée, tous les deux défendent le référendum sur l'entrée de la Turquie. La question turque symbolise la politique européenne coupée des bases de l'opinion publique européenne et portée par des stratégies étatiques.
- «[On veut] nous faire croire que c'est nous, les citoyens français, qui, à la fin des fins, décideront de dire oui ou non à la Turquie (...) Naturellement, c'est une illusion

grossière. On promet un référendum aux Français en 2015. Pourquoi pas en 2050 ?» (De Villiers 2005).

- 51 L'auteur souligne que les contribuables européens paient, depuis 2000, des crédits de pré-adhésion de la Turquie, qui s'élèveront à 300 millions d'euros en 2005. De plus, la question turque leur permet d'effectuer un rapprochement entre le niveau européen et le niveau national. Le livre de P. de Villiers, *Les turqueries du grand Mamamouchi*, déplace la critique récurrente à l'encontre des institutions européennes, complètement coupées de la population, vers la figure du chef de l'État qu'il dépeint, dans une cruelle satire, en grand *Mamamouchi* de Molière. J. Chirac ne s'occuperait plus de savoir ce que la population pense, il ne verrait plus la population :

« il vit sous d'autres cieux ; il vit en Eurasie » (De Villiers 2005).

- 52 On retrouve le même processus de déplacement de la critique de l'Union européenne vers le chef de l'État chez F. Bayrou :

« Il y a des années que l'orientation a été prise de faire entrer la Turquie dans l'Europe et vous en avez été vous-même, M. le Président, un des décideurs, sans que le moindre débat ait été jamais organisé à ce sujet. (...) Vous ne pouvez pas décider d'une option aussi importante sans qu'un débat soit organisé, pour qu'au moins les représentants du peuple français s'expriment sur le sujet qui engage au travers l'Europe, le peuple français » (*Le Monde*, 10/12/02), « Il a fallu des semaines de palinodies et de controverses pour obtenir que s'exerce le premier droit d'un Parlement, le droit de s'exprimer sur un sujet historique qui engage notre avenir européen et donc l'avenir de la nation. Car on peut être pour ou contre, favorable ou défavorable, enthousiaste ou sceptique devant la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Europe, mais nul ne contestera qu'il s'agisse pour l'avenir de l'Union d'une décision capitale. Or, cette idée de débat, aussitôt qu'elle a été avancée, a suscité de la part du Gouvernement un blocage et une fermeture qui montrent quelle idée l'exécutif se fait de la représentation parlementaire. (...) Monsieur le Premier ministre, ne voyez-vous pas de quelle démocratie malade, affaiblie, appauvrie nous sommes ainsi en train de donner l'image ? » (Bayrou, discours à l'assemblée nationale, 14/10/2004¹⁵).

- 53 La comparaison entre F. Bayrou et P. de Villiers infirme le poids de la variable fédéraliste/souverainiste pourtant souvent mise en avant pour saisir les positionnements sur les questions européennes. Bien qu'ils défendent des projets opposés concernant le système politique européen, ces deux hommes recourent aux mêmes schèmes et à des alignements identiques dans leur cadrage de la question de l'adhésion turque¹⁶. L'un et l'autre reprennent l'idée esquissée par V. Giscard d'Estaing d'identité d'appartenance fondée sur une identité d'origine, en insistant sur la dimension culturelle de celle-ci. Ils articulent cette identité d'appartenance essentialisée à la finalité du projet du système politique de l'Union européenne. Ils dessinent ainsi une vision culturaliste de la dynamique européenne en considérant qu'à une « prétendue "identité culturelle" correspond une "identité politique" » (Bayart 1996 : 12). Enfin, ils envisagent l'adhésion de la Turquie comme une dissolution de l'identité de projet de l'Union européenne.

- 54 F. Bayrou (qui a catégoriquement refusé la référence aux racines chrétiennes de l'Union européenne dans le préambule du traité constitutionnel) se défend d'utiliser l'argumentaire religieux¹⁷, il insiste cependant sur une supposée unité culturelle de l'Union européenne dont il écarte la Turquie et dont les fondements seraient la

« rencontre féconde entre Athènes, Rome et Jérusalem et l'héritage judéo-chrétien » (Bayrou, site internet¹⁸).

- 55 Cette identité est au fondement du projet politique qu'il appelle de ces vœux :
 « (...) L'autre projet, c'est l'unité politique, ce sont des institutions démocratiques pour agir ensemble. Et il n'y a pas d'unité politique possible s'il n'y a pas unité culturelle ! » (*Ibidem*)¹⁹.
- 56 Partisan d'une UE qui respecte « la richesse des singularités nationales et de leurs cultures », P. de Villiers insiste moins sur l'unité culturelle de l'Union européenne, que sur son héritage religieux. Ardent défenseur de la référence aux racines chrétiennes de l'Union européenne, il ne conçoit pas « l'Europe des peuples et des cultures » autre que chrétienne.
- 57 Qu'ils défendent une Europe fédéraliste ou souverainiste (identité de projet), l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne est dans les deux cas perçue comme une remise en cause fondamentale du projet. On notera le rapprochement effectué entre la question de la Turquie et la menace américaine.
- 58 Selon F. Bayrou
 « Deux projets européens s'affrontent. L'un, c'est l'Europe dispersée, n'acceptant que l'unification du marché, celle des normes et des lois ; c'est le point de vue américain. L'adhésion de la Turquie va dans ce sens » (*ibidem*). « Et l'on comprend, dès lors, l'insistance sans mesure de l'administration américaine à nous imposer l'élargissement de l'Union à la Turquie ! L'on voit très bien, du point de vue américain, ce que représente ainsi une Europe transformée en simple façade continentale de l'OTAN, garantie en Turquie par le poids des militaires sur le gouvernement » (Bayrou, discours à l'Assemblée nationale, 14/10/2004²⁰).
- 59 Pour P. de Villiers, l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne confronte le projet d'une Europe respectant les diversités culturelles et les souverainetés nationales à la double menace islamiste et américaine. Son argumentaire reprend les thèses de la nouvelle islamophobie (Geisser 2003). Il établit d'une part une relation entre islam, islamisme et terrorisme :
 « Moi je crois que l'Islam est le terreau de l'islamisme, et l'islamisme est le terreau du terrorisme, donc on ferait mieux de faire attention » (Journal de 13h, TF1, 16/07/2005).
- 60 D'autre part, il relie l'actualité internationale et le contexte français :
 « (...) Depuis le 5 juillet (...) nous les leaders politiques, nous savons que la troisième guerre mondiale est déclarée. C'est une guerre qui a été déclarée et déclenchée par l'islamisme radical. Et nous ne pouvons pas continuer à assister impuissants à l'islamisation progressive de la société française » (*Ibidem*).
- 61 Ainsi, selon P. de Villiers, le poids démographique de la Turquie ainsi que les effets migratoires de son adhésion entraîneraient une islamisation des sociétés et un affaiblissement des souverainetés nationales face aux réseaux transnationaux islamistes²¹. Ce qui dénaturerait le « club chrétien ». S'y ajoute enfin un lien entre la menace de l'islam et celle des États-Unis. En contribuant à faire de l'Union européenne un simple espace d'échanges, la candidature de la Turquie ne ferait que renforcer la position européenne de « 51^e États du drapeau des États-Unis »²², c'est-à-dire de « colonie américaine » ou « d'annexe des États-Unis », selon ses propres termes.
- 62 Plus que le type de projet défendu, c'est la défense (ou non) d'une identité de projet politique qui semble être la variable la plus adéquate pour saisir comment la candidature de la Turquie est appréhendée. Le positionnement de M. Rocard, partisan de la candidature, confirme cette hypothèse, qui demanderait toutefois à être vérifiée plus systématiquement. Dans un article intitulé « Du bon usage de l'Europe sans âme » (*Le Monde*, 27/11/03), l'auteur part du constat que « l'Europe politique est morte » :

« L'Europe n'est donc pas une puissance organisée autour d'une volonté politique porteuse d'un projet. Elle ne le sera jamais. Il est sage, mais surtout urgent, d'en prendre conscience, de le proclamer et de s'en accommoder ».

- 63 M. Rocard délaisse alors l'identité de projet, au sens de l'existence d'un système politique spécifique, pour se focaliser sur l'identité de valeurs qui correspond d'après lui à « *deux corpus juridiques* » : droits de l'homme et droit de la production, de la concurrence, du commerce et de l'échange. C'est au nom de cette identité de valeurs qu'il défend la candidature de la Turquie et plus généralement le processus d'élargissement de l'Union européenne. Car cet élargissement signifie une exportation des règles européennes et un renforcement de ses valeurs dans le monde. Il relève au passage tous les atouts stratégiques d'une union avec la Turquie : à l'Europe-puissance vient se substituer une Europe-stratégique. Bien que le cadrage de M. Rocard soit différent de celui de F. Bayrou et de P. de Villiers, les schèmes sont identiques. L'aspect culturel de l'identité d'appartenance reste central : la Turquie est avant tout définie comme nation musulmane et c'est au nom du dialogue culturel que l'adhésion est prônée :

« chrétiens et musulmans vivent actuellement une période "d'incompréhension grave" (...). L'Europe est concernée au premier chef par cette situation et cette évolution. Elle compte entre 1 et 20 millions de musulmans vivant dans l'Union (...) Or voici qu'une nation musulmane importante, très peuplée et très armée, demande à entrer dans l'Union européenne. En outre elle est de tradition laïque. C'est une occasion historique inouïe. » (Rocard 2008 : 152).

- 64 Ces positionnements sont intéressants à analyser pour saisir le cadrage de la question turque par des hommes politiques qui en ont fait un axe majeur de leur projet. Cependant, ils ne résument pas le processus de politisation. En effet, nombreux sont les hommes politiques de droite comme de gauche qui se positionnent pour ou contre la candidature de la Turquie.

La Turquie au cœur de la compétition politique nationale

- 65 Dans le milieu politique français, le débat qui a émergé en réaction au discours de V. Giscard d'Estaing rebondit surtout à partir de 2004. C'est une année marquée par une forte actualité européenne, de nombreuses échéances électorales nationales et européennes et qui se conclut par le feu vert du Conseil européen pour l'ouverture des négociations avec la Turquie. Cet enchevêtrement de l'actualité nationale et européenne ainsi que des agendas politiques nationaux et européens constituent un contexte de prédilection à la politisation de l'enjeu turc dans différents lieux de la compétition nationale.
- 66 L'année 2004, c'est d'abord une par une forte actualité européenne : l'élargissement aux 10 nouveaux membres le 1^{er} mai, les élections européennes le 13 juin, l'adoption du Traité établissant une Constitution pour l'Europe le 19 juin, le choix de la modalité de sa ratification en France et le début de la campagne pour le référendum, enfin la recommandation de la Commission européenne sur l'opportunité d'ouvrir ou non les négociations d'adhésions avec la Turquie le 6 octobre et le sommet européen de Bruxelles qui doit statuer sur l'ouverture des négociations le 16 décembre.
- 67 En France, l'échéance des élections européennes s'avère complexe à gérer pour les deux grands partis politiques que sont l'Union pour un mouvement populaire, UMP et le Parti socialiste, PS. Les élections du mois de mars (les premières depuis la présidentielle

de 2002) ont vu un raz-de-marée de la gauche aux régionales (elle remporte 20 régions sur 22) et un net progrès de la gauche au cantonales (elle conquiert la majorité des départements). A presque mi-mandat présidentiel, ces élections sont une défaite cuisante pour la droite (37 % des suffrages au second tour pour l'UMP, l'UDF et le MPF) et sont considérées comme un vote sanction contre l'action du gouvernement. Le Premier ministre, J-P. Raffarin (reconduit dans ses fonctions lors du remaniement gouvernemental post-électoral) accuse une forte baisse de la popularité tandis que se font jour des problèmes internes au parti de la majorité présidentielle. Les poursuites judiciaires à l'encontre d'A. Juppé, président de l'UMP ouvrent la bataille de succession entre chiraquiens et sarkozystes (condamné, A. Juppé annonce le 1^{er} avril qu'il démissionnera en juillet)²³. Dans ce contexte, les élections européennes sont une échéance menaçante pour la majorité présidentielle. Un sondage TNS Sofres-Unilog paru un mois et demi avant les élections indique que 60 % des personnes interrogées disent vouloir profiter du scrutin du 13 juin pour « manifester leur mécontentement » vis-à-vis du gouvernement (« Européennes, retour du vote sanction », *Le Monde*, 7 mai 2004).

- 68 L'échéance des élections européennes apparaît d'autant plus complexe pour l'UMP que le parti est dans l'obligation de se positionner par rapport à des forces rivales de droite qui occupent fortement le terrain européen. F. Bayrou, dont les ambitions nationales sont fortes, est très critique vis-à-vis du Premier ministre ; son parti prend ses distances avec le gouvernement durant la campagne pour les élections régionales et cantonales. Il entend profiter des européennes pour marquer sa différence avec le gouvernement et l'UMP. A la suite du divorce du couple P. de Villiers/ C. Pasqua (UMP) (dont la liste commune avait recueillie 13,05 % des voix aux élections européennes de 1999), le leader du MPF tente de fédérer toutes les branches souverainistes (en particulier N. Dupont-Aignan, membre de l'UMP) tandis que C. Pasqua conduit sa propre liste. P. de Villiers fait de la question turque un des piliers de sa campagne, il tente même de déposer la marque du slogan « non à la Turquie en Europe » afin de pouvoir être le seul à l'imprimer sur ses affiches et empêcher ses concurrents de l'utiliser²⁴.
- 69 La question turque est une ressource majeure pour l'UDF et le MPF. Elle leur permet tout d'abord de se distinguer du gouvernement en place et de l'UMP. En effet, J. Chirac a maintes fois réaffirmé son positionnement en faveur de la Turquie²⁵. Cette opposition au pouvoir en place est cruciale après les élections régionales et l'affaiblissement du gouvernement. F. Bayrou entame sa campagne le 28 avril en demandant solennellement au chef de l'État (qui doit s'exprimer le lendemain) de se prononcer clairement sur la question de la Turquie et sur la ratification de la Constitution européenne par voie de référendum. De son côté, P. de Villiers, entame la campagne avec ce constat :
- « L'Europe est aujourd'hui engagée dans trois contresens historiques : l'un porte sur le périmètre : Europe ou Eurasie, un autre sur le projet (...) le dernier sur l'architecture » (P. de Villiers « On nous propose un cabotage au gré des vents mais c'est Bruxelles qui mène la barque », *Le Monde*, 07/04/2004).
- 70 De plus, l'actualité du printemps 2004 est riche en événements susceptibles de rentrer en résonance pour le grand public avec la question de la candidature turque : le débat et le vote de la loi sur les signes religieux dans les écoles françaises en mars, la confirmation de la condamnation de la députée kurde turque L. Zana en avril, l'échec du référendum chypriote sur le plan de paix proposé par l'ONU le 24 avril.

- 71 Le Front national, FN, apparaît également comme une force rivale de l'UMP. Le parti n'a pas véritablement investi l'enjeu européen, il n'a guère progressé aux élections européennes depuis sa percée de 1984 (où il avait obtenu 10,95 % de suffrages exprimés²⁶) et ses résultats aux régionales sont bien en deçà des espérances de son leader (12 % des suffrages au second tour). Cependant, depuis son succès aux élections présidentielles de 2002 (arrivé second au premier tour, J-M. Le Pen accède au second tour et élimine ainsi le candidat PS), le FN est considéré comme particulièrement dangereux. Cette menace n'est pas ressentie uniquement par l'UMP mais également par le PS qui, malgré sa victoire aux élections du printemps 2004, a du mal à se remettre de la défaite cinglante de son candidat, L. Jospin, au premier tour des élections présidentielles de 2002.
- 72 A l'amorce de la campagne pour les européennes, l'UMP est divisée sur l'opportunité de proposer ou non un référendum pour la ratification du traité Constitutionnel (nouvelle opportunité pour un vote sanction pour les uns, obligation si l'on veut donner une véritable Constitution aux citoyens pour les autres). Le parti tente alors de récupérer la ressource politique que représente le « non à la Turquie », qu'elle juge particulièrement précieuse dans le contexte que l'on vient de décrire. Le 4 avril, les députés européens UMP déclarent au Parlement européen leur hostilité à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Le 7 avril, A. Juppé, président de l'UMP annonce que le parti penche pour « *un partenariat stratégique avec la Turquie* », revenant ainsi sur son avis favorable à la candidature de la Turquie lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères. Cette décision est entérinée en mai par le conseil national de l'UMP qui se déclare contre l'intégration de la Turquie. L'UMP affiche ainsi clairement sa distance avec le gouvernement qui demeure officiellement en faveur de l'ouverture des négociations avec la Turquie. Cette décision a pour conséquence une focalisation des rivalités inter-partisanes sur la question turque. Les autres partis politiques dénoncent immédiatement les préoccupations électoralistes du parti, le « *double jeu de l'UMP* » (F. Bayrou), les incohérences de la majorité ou encore le comportement du chef de l'État qui « *laisse l'UMP tenir une autre proposition* » quant à la Turquie (« M. Hollande [PS] : un vide profond », *Le Monde*, 02/05/2004).
- 73 L'enjeu des élections européennes n'apparaît guère évident non plus pour le PS. Le parti est soumis à de très fortes tensions au sujet de la constitution européenne à laquelle certains courants minoritaires (Nouveau Monde, Nouveau Parti socialiste) s'opposent. Un compromis sur le programme pour les élections européennes est trouvé le 17 avril 2004 au Conseil national. Il porte sur l'Europe sociale et la garantie des acquis sociaux en France et tente ainsi de préserver l'unité du parti. Malgré tout, il ne permet pas d'envisager sereinement la campagne. En effet, le parti se doit d'occulter la question centrale du traité constitutionnel puisqu'il n'y a pas d'unanimité sur le sujet. Quant à la « question sociale », elle s'avère difficile à préciser tant les « nuances » sur sa signification sont importantes d'un courant à un autre. Au sujet de la Turquie, le parti n'avait pas défini jusque-là de position officielle. Cependant, le positionnement des formations partisanes de droite et l'ampleur du débat l'oblige à arrêter une ligne de conduite. Celle-ci s'avère particulièrement difficile à trouver car il y a nécessité de se démarquer des formations de droite sans pour autant perdre de vue le potentiel que recèle le « non » à la candidature. Il s'agit également de préserver l'unité du parti sur une question qui ne fait pas non plus l'unanimité. Le premier secrétaire du parti,

F. Hollande tente alors de ne pas remettre en cause la possible adhésion de la Turquie mais la renvoie à un lointain futur :

« même si des réformes ont été adoptées par Ankara, elles demeurent largement insuffisantes au regard des standards démocratiques de l'Union » (déclaration commune, F. Hollande, M. Papazian, 03/06/04).

- 74 De plus, il distingue le processus de négociation de l'adhésion effective, ce qui lui permet de ne pas véritablement prendre position : il faut laisser
« toutes les options ouvertes, qu'il s'agisse d'une adhésion ou d'un partenariat privilégié avec l'Union européenne ».
- 75 Cependant, pendant la campagne électorale, plusieurs personnalités du parti vont exprimer leurs réserves sur la question turque. J-L. Mélenchon indique qu'il peut comprendre
« "qu'on ait peur" d'une telle adhésion, mettant en avant "le facteur de déséquilibre social considérable" » (*Le Figaro*, « La question turque divise le PS », 24/04/2004).
- 76 L. Fabius déclare qu'il faut considérer la Turquie, comme la Russie et l'Ukraine, dans un troisième cercle des pays « à la périphérie de l'Europe » (« Sur les questions européennes aussi. La présidence de », entretien avec L. Fabius, *Le Monde*, 30/05/04).
- 77 Dans un contexte électoral inter et intra-partisan particulièrement difficile pour les deux grandes formations majoritaires, la question de la candidature turque devient le fil rouge d'une campagne assez atone sur d'autres sujets (les formations électorales se rejettent d'ailleurs réciproquement la responsabilité d'occulter les thématiques-clés). Et ce d'autant plus, qu'elle est une ressource électorale de toute première importance pour certaines formations. Une fois encore, cette politisation est attestée par la forte augmentation du nombre d'articles consacrés à la Turquie et l'Union européenne dans les colonnes du journal *Le Monde* à l'occasion de la campagne électorale (187 articles incluent les termes « Turquie » et « Union européenne » entre le 1^{er} avril et le 13 juin 2004), comparée à la couverture de ces sujets en début d'année (68 articles entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} avril). Il est également intéressant de voir la couverture par *Le Monde* d'un débat réalisé le 1^{er} juin : « Huit représentants des principaux partis se sont opposés sur leur vision de l'Union ~~et~~ sur l'adhésion de la Turquie » (« L'UMP et le PS se sont accordés sur l'enjeu national du scrutin européen », *Le Monde*, 03/06/2004). La question turque n'est plus alors considérée comme un élément constitutif, parmi d'autres, du projet européen, mais bien comme un sujet à part entière.
- 78 A l'issue des élections européennes, le débat sur la Turquie s'atténue quelque peu (on ne compte plus « que » 145 articles faisant mention des termes « Turquie » et « Union européenne » entre le 13 juin 2004 et le 1^{er} octobre) et laisse de la place à d'autres questions : le problème de l'abstention, le choix du processus de ratification du traité constitutionnel²⁷ en France, enfin le débat sur le fond du traité constitutionnel. Le choix de la voie référendaire (annoncée le 14 juillet par le Président de la République) d'une part, et l'offensive de L. Fabius, numéro deux du PS, contre la ratification du traité²⁸ d'autre part, confèrent une forte audience au débat sur le traité constitutionnel qui était resté en retrait pendant la campagne pour les européennes.
- 79 Le feu vert donné par la Commission européenne le 6 octobre 2004²⁹ et la décision du Conseil européen des 16 et 17 décembre d'ouvrir les négociations en octobre 2005, marquent le retour de la question turque au premier plan de l'agenda européen et consacrent la politisation réciproque de l'enjeu de la ratification du traité et de celui de

la candidature de la Turquie. On assiste en effet à une véritable interpénétration des deux enjeux, qui s'explique par divers éléments : les effets persistants de la construction de la question turque comme résumé des enjeux européens lors des élections précédentes ; l'interférence entre le débat sur le référendum et celui sur les racines chrétienne qui rebondit suite à la colère du Vatican vis-à-vis du texte du traité constitutionnel adopté par les États ; la confusion entretenue par les sondages qui s'intéressent tout au tant à l'intégration de la Turquie qu'à la ratification du traité. Comme au moment des élections parlementaires, certaines formations politiques s'attachent à lier les deux enjeux. P. de Villiers et L. Fabius (qui se déclare clairement contre l'adhésion « *pleine et entière de la Turquie* ») insistent sur leur double non à la Turquie et à la ratification. F. Bayrou prône pour sa part le « non » à la Turquie et le « oui » à la Constitution mais estime qu'il est dans les deux cas du ressort de la population française de décider. Ces leaders utilisent encore l'enjeu turc comme ressource d'opposition au gouvernement. F. Bayrou, soutenu par L. Fabius, exige qu'un débat sur la Turquie soit tenu à l'Assemblée nationale française avant le sommet européen et demande que le gouvernement engage sa responsabilité sur l'ouverture des négociations.

- 80 À la différence des élections européennes durant lesquelles l'ensemble des formations partisans avaient considéré le « non à la Turquie » comme une ressource non négligeable (qu'elles étaient en mesure de plus ou moins utiliser), l'échéance du référendum transforme cette ressource en handicap pour certaines forces politiques. Lors des élections européennes, le gouvernement et l'UMP s'étaient en quelque sorte partagé les rôles, permettant ainsi au parti majoritaire de se saisir de la question turque pour tenter d'augmenter son audience. Mais pour le référendum sur la ratification, la confusion des enjeux turc et européen s'avère être problématique à la fois pour le gouvernement et pour les responsables du parti, la majorité présidentielle redoutant un échec du référendum. Le gouvernement, suivi par la plupart des députés UMP, tente de gérer ce handicap en cherchant à dissocier les deux enjeux. Il ne cesse de marteler que les négociations avec la Turquie seront longues, très longues et que le débat n'est pas d'actualité. Par ailleurs, le 25 septembre, J-P. Raffarin, qui donne une interview au *Wall Street Journal*, se pose la question de « *l'opportunité de voir le fleuve de l'islam rejoindre le lit de la laïcité* » (« J. Chirac et J-P. Raffarin se répartissent les rôles pour endiguer la montée des "non" », *Le Monde*, 25/09/2009). Il se démarque ainsi du Président de la République, qui ne revient pas sur sa déclaration. Quelques jours avant le sommet européen, J. Chirac annonce pour sa part qu'il a demandé au gouvernement de préparer une révision constitutionnelle afin d'introduire dans la Constitution française une disposition pour sceller l'obligation de faire voter les français pour approuver tout nouvel élargissement. Clarification ou plus grande confusion, ces tentatives indiquent la difficulté du gouvernement à faire face à cet enjeu turc, devenu prégnant. De même, alors que 50 députés de l'UMP se sont ralliés à la demande de F. Bayrou et de L. Fabius d'un vote à l'assemblée sur la question turque, le premier ministre décide dans un premier temps de reporter le débat après le sommet européen, puis, sur la pression de son camp, propose finalement un débat avant le sommet, mais sans vote.
- 81 Au parti socialiste, les dissensions sur l'enjeu turc s'ajoutent aux divisions sur la ratification du référendum (sans forcément qu'il n'y ait de recoupement entre les deux³⁰), entraînant ainsi encore un peu plus de confusion au sein du parti.

- 82 À l'UDF enfin, certains s'élèvent contre l'utilisation à outrance de la question turque comme ressource politique. Ils considèrent qu'elle peut entraîner une confusion sur la position de l'UDF (« pour » la ratification du traité constitutionnel mais « contre » l'adhésion) et finalement jouer en défaveur de l'objectif à court terme du parti : l'établissement d'une constitution pour l'Europe. Ces voix ne sont pourtant pas entendues par F. Bayrou dont l'objectif est d'embarrasser au maximum le gouvernement et de se positionner comme un homme incontournable pour les échéances à venir.
- 83 Fortement politisé par les hommes politiques qui ont décelé son potentiel de mobilisation et de conflictualité, l'enjeu turc s'est peu à peu imposé comme thème structurant des questions européennes dans la compétition nationale. Son autonomisation par rapport à ceux qui l'on construit et d'abord mobilisé atteste du succès de l'entreprise de politisation. À partir de 2004, la question de la Turquie dans l'Union européenne s'est durablement imposée comme enjeu politique français.
- 84 La construction de la question de la candidature de la Turquie à l'UE, « problème communautaire », en véritable « problème (ou enjeu) européen » met en lumière un espace politique européen qui intègre les acteurs politiques agissant aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. Bien que les acteurs et les logiques ne soient pas les mêmes à Bruxelles et en France, on observe dans le cas qui nous intéresse une articulation des processus de politisation. Tout d'abord conçue comme un instrument de politisation, utilisé par V. Giscard d'Estaing pour légitimer l'Union européenne ainsi que par des hommes politiques français pour accroître la mobilisation des citoyens, la Turquie est devenue en France un objet en soi de politisation. Par ailleurs, même si certains s'élèvent contre les propos du président de la Convention, on observe un enchevêtrement des cadrages opérés par V. Giscard d'Estaing et les hommes politiques français. En effet, les argumentaires développés dans le champ politique français renforcent la lecture identitaire esquissée par V. Giscard d'Estaing. Nous nous sommes ici focalisés sur le champ politico-médiatique mais, à partir de 2004, le débat s'est également constitué au-delà de cette sphère, avec la multiplication d'ouvrages sur la question de la Turquie et l'Union européenne. Alimentée par des auteurs venus d'horizons professionnels différents, la sphère éditoriale contribue à extraire le débat du contexte étroit de la rivalité politique. Elle contribue et atteste à la fois de la vitalité sociale de l'enjeu. Ces ouvrages, conçus en réaction au débat politique, pérennisent une fois encore les cadres du débat. Il s'avère alors nécessaire de poursuivre nos recherches afin de saisir et d'analyser les logiques selon lesquelles les idées et les représentations produites par les interactions d'acteurs tendent à s'autonomiser de leur processus de construction pour s'imposer en retour aux acteurs comme des idées dominantes (Muller 2000 : 194).

BIBLIOGRAPHIE

- Baisnée, Olivier ; Smith, Andy (2006) « Pour une sociologie de l'apolitique » in Cohen, Antonin ; Lacroix, Bernard ; Riutort, Philippe, *Les formes de l'activité politique*, PUF, pp. 335-354
- Bayart, Jean-François (1996) *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard.
- Bourdieu, Pierre (2001) *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard.
- Costa, Olivier (2001) *Le Parlement européen, assemblée délibérante*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Costa, Olivier ; Magnette, Paul (2003) (eds.) *Une Europe des élites, Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- ESI (2006) *The German Turkey debate under the grand coalition, State of the Debate*, Berlin, October, http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_94.pdf
- Eymeri, Jean Claude (2003) « Frontières ou marches ? De la contribution de la haute administration à la production du politique » in Lagroye, Jacques (eds.) *La politisation*, Paris, Belin, pp. 47-77.
- Fagerholm, Thomas (2005) *La candidature de la Turquie au miroir de la presse française et finlandaise*, mémoire Erasmus, sous la direction de C. Visier, Université Rennes 1.
- Hassenteufel, Patrick ; Surel, Patrick (2008) « Politiques publiques » in Belot, Céline ; Magnette, Paul ; Saurugger, Sabine (eds.) *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, pp. 81-105.
- Gautier, Olivier (2007) « L'“autre Europe” du Mouvement pour la France et l'eupéanisation du souverainisme », in Baisnée, Olivier ; Pasquier, Romain (eds.) *L'Europe telle qu'elle se fait, Européanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, CNRS éditions, pp. 123-143
- Guionnet, Christine ; Lebart, Christian (2010) « Conflit et politisation. Des conflits politiques aux conflits de politisation » in Bourquin, Laurent ; Hamon, Philippe (eds.) *Conflits et politisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Kauppi, Niilo (2007) « Légitimation politique et espaces publics européens : la communication comme pratique et ressource », in Campana, Aurélie ; Henry, Emmanuel ; Rowell, Jay (eds.) *La construction des problèmes publics en Europe. Émergence, formulation et mise en instrument*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, pp. 137-154
- Lagroye, Jacques (2003) « Les processus de politisation » in Lagroye, Jacques (eds.) *La politisation*, Paris, Belin pp. 359-372.
- Muller Pierre (2000) « L'analyse cognitive des politiques publiques, vers une analyse sociologique de l'action publique », *Revue Française de Science Politique*, 50 (2), pp. 189-208.
- Marquetti, Dominique (2004), *En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Massardier, Gilles (2003) *Politiques et actions publiques*, Paris, Armand Colin.
- Neveu, Erik (1999) « L'approche constructiviste des “problèmes publics”. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de Communication*, 22.
- Robert, Cécile (2001) « La Commission européenne dans son rapport au politique : pourquoi et comment faire de la politique sans en avoir l'air ? », *Pôle Sud*, 15, pp. 61-76.

Snow, David (2001) « Analyse de cadres et mouvement sociaux », in Cefaï, Daniel ; Trom Danny (eds.) *L'action collective : mobilisation dans les arènes publiques, Raisons pratiques*, 11, Paris, éditions de l'EHESS

Vaner, Samih ; Akagül, Deniz (2005) *L'Europe, avec ou sans la Turquie*, Paris, éditions de l'Organisation.

De Villiers, Philippe (2005) *Les Turqueries du Grand Mamamouchi*, Paris, Albin Michel.

De Villiers, Philippe (2003) *La 51^e étoile du drapeau américain*, Paris, Albin Michel.

De Villiers, Philippe (2006) *Les Mosquées de Roissy*, Paris, Albin Michel.

NOTES

1. Nous faisons notre ici la définition de l'espace politique de J. Lagroye reprise par A. Smith (2004) pour « [désigner] "l'ensemble des relations de pouvoir qui s'exercent dans un ordre institutionnel particulier, et qui ont pour effet de préserver et de modifier cet ordre et les rapports entre tous ceux qui peuvent en faire usage" (p. 132). Le grand avantage d'une telle définition est quelle ne délimite *a priori* comme politique ni la population d'acteurs, ni leurs pratiques et rapports » (p. 45). L'espace politique communautaire bruxellois intègre ainsi à la fois les acteurs institutionnels et à l'ensemble des organisations et des acteurs qui gravitent autour, c'est-à-dire tout autant aux structures présentes à Bruxelles qu'aux réseaux transnationaux qui leur sont rattachés ou en émanent.

2. Cf. Fagerholm, Thomas (2005) pour la Suède.

3. Dans le cas de l'Allemagne par exemple : « *Instead of debates on European history and borders, other debates – on Islam in Germany and on the position of Turkish women – have moved to the top of the German national agenda and shape public perceptions of Turkey.* » (ESI 2006)

4. Adopté en décembre 2000, à l'issue du Conseil européen de Nice, et signé le 26 février 2001, le traité de Nice achève la Conférence intergouvernementale (CIG) ouverte en février 2000 et dont l'objet était l'adaptation du fonctionnement des institutions européennes à l'arrivée de nouveaux États membres. Ce traité est considéré comme n'apportant aucune véritable solution aux défis qui se posent à l'Union qui s'élargit.

5. Conclusions de la présidence, sommet de Laeken, 14 et 15 décembre 2001, SN 300/1/01/REV 1.

6. Commission européenne, « Rapport régulier sur les progrès réalisés par la Turquie », Bruxelles, 9/10/2002, SEC (2002) 1412.

7. Un premier débat avait eu lieu au moment de la rédaction de la Charte des droits fondamentaux en 2000.

8. Au niveau national « le champ politique s'est construit comme gisement autonome de légitimité. Du fait par exemple de l'institutionnalisation du suffrage universel, les gouvernants ont pu faire l'économie d'un détour par le religieux pour affirmer leur droit à gouverner. Cette autonomisation du politique s'analyse également comme transfert de sacralité (...). Emerge alors une grandeur spécifiquement politique, dont les racines et les ressorts renvoient évidemment au religieux, mais qui s'en détachent au plan des principes. Le champ politique se construit donc comme gisement de grandeurs : grandeur de l'élu du peuple, grandeur de la loi, grandeur de la constitution, grandeur du service public. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les acteurs sociaux les plus divers soient tentés d'inscrire leurs activités, leurs identités, leurs actions, en référence au politique » (Guionnet & Lebart 2010).

9. VGE est considéré comme ayant rédigé en personne le projet de préambule au traité constitutionnel. Avant modification, celui-ci décrivait les divers héritages de l'Europe comme étant « nourris d'abord par les civilisations hellénique et romaine, marqués par l'élan spirituel qui l'a parcourue et qui est toujours présent dans son patrimoine, puis par les courants

philosophiques des Lumières » sans faire aucune mention de l'apport du christianisme. Ce qui a suscité un tollé, certains insistant pour que soit fait référence explicite aux « racines chrétiennes de l'Europe ».

10. On peut citer les prises de position de : Z. Laïdi, directeur de recherche spécialiste des relations internationales (« La Turquie face à l'identité européenne », *Libération*, 20/12/2002), M. Gresillon, professeur de géographie, « Invisible frontière », *Libération*, 16/12/2002, Y. Ternon, essayiste, « La marche turque », *Le Figaro*, 13/12/2002, J.P. Roux, historien, « La Turquie a toujours désirée l'Europe », *L'Express*, 12/12/2002 ; C. Allègre, « La question turque », *L'Express*, 12/12/2002, A. Besançon, historien, « Le monde turc est étranger à l'Europe », *L'Express*, 12/12/2002, H. Dick, économiste allemand, « Son entrée dans l'Union coûterait cher », *L'Express*, 12/12/2002, S. Yerasimos, professeur de géographie, spécialiste de la Turquie, « Le processus d'intégration a commencé il y a deux siècles », *L'Express*, 12/12/2002, P. Lamy, Commissaire européen au commerce, membre du Parti socialiste français, « La revanche sur Yalta », *Le Figaro*, 12/12/2002.

11. On le verra dans la partie suivante, la politisation de la question turque, de même que celle de la majorité des sujets européens ne se fait pas au regard d'un clivage idéologique gauche/droite. A. Juppé, S. Veil, A. Madelin, H. Védrine, ou encore R. Badinter se déclarent contre une adhésion pleine et entière tandis que P. Moscovici, M. Rocard, F. Wurtz ou N. Mamère affichent leur désaccord avec V. Giscard d'Estaing et défendent une position pro-turquie de même que le Président Chirac ou C. Boutin...

12. Toutefois le bon résultat des européennes de 2004 enregistrées par les listes UDF (11 eurodéputés), témoigne du fait que c'est en tant qu'ambassadeur de l'Europe que F. Bayrou est le plus connu et le plus écouté. En 2004, il crée avec F. Rutelli un nouveau parti politique européen, le Parti démocrate européen, en faveur d'une Europe « forte », « démocratique » et à terme « fédérale », qui entend se démarquer du PPE où siègent des forces souverainistes et nationalistes.

13. En 1994, il recueille 12,3 % des voix, et 13,6 % en 1999. Bien que plus faible, le score de 2004 (6,67 %) reste toujours plus élevé que les scores aux élections nationales.

14. Extrait du site *L'Europe au MoDem*, <http://www.europe-au-modem.eu/idees.html>

15. Compte-rendu du débat à l'Assemblée nationale sur « La candidature de la Turquie à l'UE », 16^e séance de la session ordinaire 2004-2005. http://www.assemblee-nationale.fr/12/cr/2004-2005/20050016.asp#P61_1512, consulté le 01/04/2009.

16. « Les schèmes sont définis comme des “structures de savoir” qui consistent en majeure partie en attentes apprises et acquises à propos d'objets par rapport auxquels on s'oriente. (...) Les schèmes doivent être distingués des alignements qui sont négociés dans des interactions particulières, c'est-à-dire précisément des opérations de cadrage » (Snow 2001).

17. *Le Monde* du 09 novembre 2002 reprend ainsi la déclaration de F. Bayrou : « La Turquie est un pays musulman qui n'appartient pas à l'Europe ». Le journal précise quelques jours plus tard que les propos rapportés étaient incomplets : « Pour le président de l'UDF, son hostilité à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'est pas liée au fait qu'il s'agit d'un pays musulman. “La Bosnie, explique-t-il, est un pays musulman qui a vocation à intégrer l'Europe. En revanche, la Turquie n'appartient ni par l'histoire ni par la géographie à l'espace européen” ». (*Le Monde*, 15/11/02).

18. Site de F. Bayrou, www.bayrou.fr. Consulté le 01/05/2009.

19. *Ibidem* www.bayrou.fr/propositions/turquie.html. Consulté le 01/04/2009.

20. www.bayrou.fr/propositions/turquie.html. Consulté le 01/04/2009.

21. Cf. son ouvrage, *Les Mosquées de Roissy* paru en 2006 chez Albin Michel, dans lequel il démontre comment les « islamistes sont parvenus à infiltrer les services de sécurité des grands aéroports et à prendre le contrôle de zones entières où transitent bagages et passagers », nous « rendant vulnérables » (quatrième de couverture).

22. Il s'agit du titre d'un de ses ouvrages paru en 2003 chez Albin Michel et qui vilipende l'orientation européenne : « *les Européens des nations ne veulent pas d'une Europe soumise, au moment où les Européens labellisés s'activent pour faire de l'Europe un comptoir franchisé de l'Amérique* » (quatrième de couverture).
23. C'est finalement N. Sarkozy qui est élu nouveau président du parti en novembre 2004.
24. L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a dans un premier temps refusé l'enregistrement, estimant que « que cette expression était contraire à l'ordre public car elle constituait un slogan discriminatoire à l'égard d'un des pays, la Turquie, ayant présenté sa candidature officielle à son entrée dans l'Union Européenne ». Le MPF a alors formé un recours en annulation à l'encontre de la décision de l'INPI devant la Cour d'Appel de Paris. La 4ème chambre de la Cour d'Appel a tranché le litige le 9 juin 2004 et décidé de rejeter le recours formé par le MPF. Cf. F. Lhomme, « Monsieur de Villiers veut breveter son slogan "non à la Turquie" », *Le Monde*, 11/05/2004.
25. En mars 2004, au lendemain du sommet européen, le Président de la République réitérait « que les efforts de la Turquie sont indiscutables » ajoutant qu'il fallait attendre le rapport de la Commission européenne « pour décider s'il y a lieu ou non d'engager les négociations, qui bien entendu, seront longues, avec la Turquie pour son adhésion », *Le Monde*, 09/04/2004.
26. Il recueille 11,73 % des voix en 1989, 10,51 % en 1994, 5,69 % en 1999 après la scission des partisans de B. Mégret.
27. Le traité est adopté par les États européens le 18 juin.
28. Dès le lendemain des élections européennes, l'unité socialiste se fissure. Le 23 juin, L. Fabius se déclare réticent vis-à-vis du traité et se lance dans une campagne contre sa ratification le 9 septembre.
29. Communication de la commission au Conseil et au Parlement européen, du 6 octobre 2004, « Recommandation de la Commission européenne concernant les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion » [COM(2004) 656 final - Non publiée au Journal officiel].
30. Pour l'analyse des termes de la polémique, cf. Vaner & Akagül (2005).

RÉSUMÉS

This paper analyses the politicization process in France of Turkey's EU bid. In 2002 the President of the Convention on the future of Europe, V. Giscard d'Estaing, was one of the first leaders to take a strong political stand against Turkey's EU bid. The first part of the paper demonstrates why and how this stand was an attempt to legitimize the European Union. The success of the first step of this politicization process is shown by the very strong impact in both European and French policies of V. Giscard d'Estaing's claim. The second part of the paper covers French politicians' use of the issue of Turkey's EU bid. In 2004, several French politicians opposed Turkey's EU bid in order to mobilize French citizens for the European elections. First considered as a tool because of its strong political power, the point of Turkey's EU bid gradually vanished from the politicians' strategies, to become an issue that they couldn't manage as they wanted to. The issue rose not only as a resource but also as a handicap for French polity. The politicization process has also led to a particular framing of the issue which nowadays is still strong in French political polity and the public sphere.

INDEX

Mots-clés : Turquie-Union européenne, espace politique, politisation, cadrage

Keywords : Turkey's EU bid, political space, politicisation, frame

AUTEUR

CLAIRE VISIER

Université Rennes 1, Centre de recherche sur l'Action Politique en Europe

claire.visier@univ-rennes1.fr